

For Public Release

## Une probable campagne par Spamouflage, de la RPC, vise des dizaines de députés canadiens dans le cadre d'une opération de désinformation

### Résumé

Le Mécanisme de réponse rapide du Canada (MRR Canada) a détecté une opération de désinformation visant des députés canadiens sur les médias sociaux.

L'opération, liée à la campagne par Spamouflage rapportée publiquement, a commencé en août et a ciblé des dizaines de députés de toute allégeance politique dans plusieurs régions géographiques du Canada, et notamment le premier ministre, le chef de l'opposition officielle et plusieurs ministres.

Le Spamouflage devrait être considéré comme une tactique ou une technique, et non comme une entité. Il s'agit d'un réseau de comptes de médias sociaux nouveaux ou détournés qui publient et augmentent le nombre de messages de propagande à travers plusieurs plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, X/Twitter, Instagram, YouTube, Medium, Reddit, TikTok et LinkedIn. Le terme est une combinaison de "spam" et de "camouflage", destinée à dépeindre les tentatives de camouflage et de diffusion de contenu de type pourriel et de propagande parmi du contenu dit banal et mondain, à "caractère humain". Les réseaux de Spamouflage sont en grande partie contenus dans leurs propres chambres d'écho de faux utilisateurs et suscitent rarement un engagement organique de la part d'utilisateurs véridiques sur les médias sociaux.

Dès le début du mois d'août 2023 et de manière plus intensive pendant la longue fin de semaine de septembre, un réseau de bots a laissé des milliers de commentaires en anglais et en français sur les comptes Facebook et X (anciennement Twitter) des députés, affirmant qu'un porte-parole du Parti communiste chinois (PCC) au Canada avait accusé les différents députés d'agissements contraires à l'éthique, voire d'actes criminels.

Le même réseau de bots a participé à la diffusion de désinformation voulant qu'une « arme météorologique » secrète de l'armée américaine soit à l'origine des incendies de forêt qui ont ravagé Hawaï. Le réseau de bots serait également impliqué dans une opération de désinformation concernant le déversement d'eau contaminée à Fukushima au Japon en août 2023.

Selon l'analyse de MRR Canada, ce réseau de bots fait partie du célèbre réseau Spamouflage. Spamouflage a fait l'objet de rapports publics de la part d'entreprises technologiques et d'experts en renseignements sur les menaces, qui ont établi un lien entre ses activités et la République populaire de Chine.

For Public Release

MRR Canada estime que l'objectif de l'opération visant les députés canadiens est double. Premièrement, on cherche probablement à discréditer et à dénigrer les députés ciblés par des messages apparemment naturels; on allègue des irrégularités en publiant des vagues de messages et de vidéos sur les médias sociaux, qui remettent en question les valeurs politiques et éthiques des députés en se servant d'une personnalité populaire de langue chinoise au Canada. Deuxièmement, on cherche probablement à faire taire les critiques à l'égard du PCC en amenant les députés à prendre leurs distances par rapport au dossier et en décourageant les communautés en ligne de communiquer avec eux.

### Répercussions

La manipulation de l'information et l'ingérence étrangère portent atteinte à la démocratie canadienne et à la capacité de la population canadienne d'exercer ses droits et libertés sans intimidation. L'opération de désinformation pourrait décourager des députés et compliquer l'exercice de leurs fonctions, en plus de dissuader à la fois les députés et les communautés de la diaspora chinoise au Canada de s'exprimer sur les questions qui les concernent.

### Méthode

Implanté au sein d'Affaires mondiales Canada, MRR Canada dirige en permanence le MRR du G7, soutient l'engagement international du Canada dans la lutte contre la désinformation parrainée par des États étrangers et surveille l'environnement de l'information numérique à la recherche d'indices de manipulation de l'information ou d'ingérence étrangères. MRR Canada est notamment chargé de jouer le rôle de système d'alerte rapide pour le Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections durant les périodes d'élection générale.

Dans son travail de surveillance et de collecte, MRR Canada adopte une approche fondée sur les faits. Ses analyses de données ouvertes sont basées à la fois sur des données primaires et des sources secondaires afin de détecter les tendances émergentes et les nouvelles tactiques de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques. Le travail de MRR Canada est régi par un cadre éthique et méthodologique (accessible au public sur l'internet), qui décrit comment ses méthodes respectent et renforcent les droits et libertés de la personne. Cela inclut le droit à la vie privée, la liberté d'expression et le droit à l'égalité. Ce cadre ancre les analyses que mène l'équipe de MRR Canada dans un contexte politique, juridique et réglementaire existant; il vise à assurer la transparence du mécanisme et à rendre des comptes à la population canadienne.

### Prochaines étapes

Le gouvernement du Canada continuera de surveiller l'environnement de l'information numérique pour détecter toute manipulation de l'information par des étrangers et

For Public Release

continuera de réagir au besoin, y compris par divulgation publique et engagement diplomatique, lorsque cela est approprié.

Le gouvernement du Canada continuera de suivre toutes les recommandations formulées par la commissaire chargée de l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans le processus électoral et les institutions démocratiques fédérales, par l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, par le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre dans le cadre de leurs examens en cours de l'ingérence étrangère possible lors des 43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> élections générales fédérales canadiennes.

Le gouvernement du Canada a mis en place de nombreux mécanismes permettant à la population canadienne de signaler les cas d'ingérence étrangère présumée. De plus amples informations sont disponibles sur le site web de Sécurité publique Canada.